



AMC Ernst & Young

Boulevard de la terre

Centre Urbain Nord, 1003 Tunis, Tunisie

Tel: 216 70 749111 Fax: 216 70 749 045

tunisoffice@tn.ey.com



Financial Auditing & Consulting

Société inscrite au tableau de l'OECT
22 bis Avenue Mongi Slim El Menzah 5
1004 Tunis

Tél : 71 230 666 Fax : 71 234 215

SOCIETE TUNISIENNE DES INDUSTRIES DE PNEUMATIQUES STIP S.A.

**Rapports Général et Spécial des
Commissaires Aux Comptes**

Exercice clos le 31 décembre 2010

CONTENU

| | <u>Page</u> |
|--|-------------|
| I. Rapport général des co-commissaires aux comptes | 3 |
| II. Rapport spécial des co-commissaires aux comptes | 7 |
| III. Etats financiers | 10 |
| • Bilan | |
| • Etat de résultat | |
| • Etat des flux de trésorerie | |
| • Notes aux états financiers | |

SOCIETE TUNISIENNE DES INDUSTRIES DE PNEUMATIQUES SA
Rapport Général des co-commissaires aux comptes
Etats financiers - Exercice clos le 31 décembre 2010

Messieurs les actionnaires de la Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques,

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport sur le contrôle des états financiers de la **SOCIETE TUNISIENNE DES INDUSTRIES DE PNEUMATIQUES** arrêtés au 31 décembre 2010, tels qu'annexés aux pages 10 à 41 du présent rapport, ainsi que sur les autres obligations légales ou réglementaires prévues par la loi et les normes professionnelles.

I- Rapport sur les états financiers

1- Nous avons effectué l'audit des états financiers ci joints de la Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques comprenant le bilan au 31 décembre 2010 ainsi que l'état de résultat, l'état de flux de trésorerie et les notes aux états financiers pour l'exercice clos à cette date.

Responsabilité du Conseil d'Administration dans l'établissement et la présentation des états financiers

2- Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et la présentation sincère de ces états financiers, conformément au Système Comptable des Entreprises. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité des co-commissaires aux comptes

3- Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

4- Cet audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

5- Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion sur les états financiers.

Opinion

6- A notre avis, les états financiers de la **SOCIETE TUNISIENNE DES INDUSTRIES DE PNEUMATIQUES**, annexés au présent rapport, sont réguliers et présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la société au 31 décembre 2010, ainsi que le résultat de ses opérations et les mouvements de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au Système Comptable des Entreprises.

Paragraphes d'observation

7- Nous attirons votre attention sur les notes suivantes aux états financiers qui décrivent certaines situations. Notre opinion ne comporte pas de réserves concernant ces questions :

7.1. La note II.2 aux états financiers qui souligne l'existence d'une incertitude significative susceptible de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son activité.

Cette note indique que la société a accusé une perte nette de 15.169.044 DT pour l'exercice clos au 31 décembre 2010, portant les capitaux propres arrêtés à cette date à la somme négative de 92.641.923 DT, soit 98 953 659 DT en deçà de la moitié du capital social et qu'en conséquence, une Assemblée Générale Extraordinaire devrait être convoquée dans les quatre mois de l'approbation des comptes pour se prononcer, conformément aux dispositions de l'article 388 du Code des Sociétés Commerciales, s'il y a lieu, sur la dissolution anticipée de la société. Le passif exigible était, au 31 décembre 2010, supérieur de 123.333.584 DT à l'actif circulant et le passif total supérieur de 92.641.923 DT au total de l'actif.

Par ailleurs, bien que la société ait établi un plan d'assainissement financier mis à jour pour la période 2008-2011, et en dehors des décisions prises par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 juin 2008 prévoyant simultanément une réduction du capital motivée par des pertes de 29.454.768 DT par la réduction de la valeur nominale de l'action de 10 DT à 3 DT et une augmentation du capital en numéraire, non suivie d'effet, de 42.078.240 DT par émission de nouvelles actions de 3 DT chacune, la situation financière de la société n'a pas encore fait l'objet d'assainissement.

Toutefois, il y a lieu de signaler que la société a déjà obtenu des accords de principe formels des banques pour adhérer au plan de restructuration et procéder au retraitement des engagements de la STIP. La société a, également, confié, depuis le 1^{er} juillet 2009, à une banque d'affaires, une mission d'assistance et d'accompagnement pour la réalisation de sa restructuration et privatisation par ouverture de son capital à des investisseurs stratégiques. Le processus a été fondé sur le principe de l'indexation de l'abandon partiel des dettes bancaires à l'apport en numéraire des dits investisseurs stratégiques dans l'augmentation de capital. Un appel à manifestation d'intérêt a été lancé le 16 avril 2010 et clôturé le 28 mai 2010 suite à une prorogation des délais de réception des dossiers. Il a fait l'objet de 9 réponses. La banque d'affaires a été, aussitôt, invitée à entrer en contact avec les intéressés pour sonder leurs opinions sur l'approche appropriée à suivre et les scénarios possibles pour la concrétisation de l'opération de restructuration et de privatisation et ce, avant de discuter avec les banques concernées pour convenir du schéma à adopter pour la finalisation du processus. Ces discussions devaient précéder l'élaboration du cahier des charges relatif à l'appel d'offres dont le lancement était envisagé au titre de l'opération de restructuration financière et de privatisation de la STIP.

Suite à la révolution populaire récente, qui n'a pas eu d'impact sur les actifs de la société, le Conseil d'Administration de la STIP a décidé, dans sa réunion du 11 février 2011, la suspension de l'opération de privatisation. Le Conseil d'Administration réuni le 17 mai 2011 a, néanmoins, autorisé la Direction Générale de la société à examiner avec les banques concernées une nouvelle démarche permettant d'adapter l'approche de restructuration de la société à la situation actuelle du pays après la révolution et favorisant l'avancement dans le sens de l'amélioration des performances

de la STIP et ce, dans l'attente de la solution finale dont la composante essentielle est une augmentation substantielle du capital à réaliser par des actionnaires de référence. Les grandes lignes de cette démarche consistent, d'abord, à suspendre le cours des intérêts de retard générés par les emprunts bancaires, ensuite, à consolider immédiatement une première tranche des engagements bancaires et démarrer son remboursement et, enfin, à inciter les banques à financer l'exploitation de la STIP en remboursant les autres tranches moyennant une majoration de chaque échéance des crédits de gestion d'un taux croissant avec l'engagement de chacune des banques.

D'un autre côté, le Conseil du Marché Financier a décidé de suspendre le titre STIP de la cotation à partir du 8 septembre 2010, et ce, jusqu'à la publication des informations nécessaires à la protection des investisseurs et au bon fonctionnement du marché et en particulier des informations relatives à l'opération de restructuration.

Faute de concrétisation de la restructuration financière de la société, des doutes importants pèsent sur la continuité d'exploitation. L'application des principes comptables généralement admis dans un contexte normal de poursuite des activités concernant notamment l'évaluation des actifs et des passifs pourrait s'avérer inappropriée.

7.2. La note V.2 aux états financiers dont le contenu indique que la société encourt un passif au titre des indemnités de départ à la retraite stipulées au profit du personnel en vertu des dispositions de l'article 57 de la convention d'établissement de la STIP. Ce passif, n'a pas pu être, toutefois, fiablement mesuré puisque tributaire de l'estimation de plusieurs paramètres aléatoires (taux de rotation du personnel, taux des départs anticipés à la retraite, table de mortalité, taux d'actualisation,...) et justifiait, conséquemment, qu'une information dans les notes soit fournie conformément au paragraphe 18 de la norme NC 14 relative aux éventualités et aux événements postérieurs à la date de clôture.

7.3. La note V.3 aux états financiers qui indique que la confrontation entre les engagements comptabilisés par la STIP jusqu'au 30 juin 2010 et ceux arrêtés, à la même date, par certaines banques ayant confirmé les dits engagements dans le cadre de la privatisation qui était envisagée par ouverture du capital à des investisseurs stratégiques a permis de relever des écarts entre ceux pris en compte en comptabilité et ceux inscrits sur les livres de ces banques à hauteur des montants suivants :

| Nature des engagements | Ecart au 30/6/10 en MDT |
|--|-------------------------|
| Intérêts conventionnels et de retard impayés sur crédits à LT | 339 |
| Intérêts impayés sur préfinancement export et financement des stocks | (45) |
| Engagements par signature (y compris les effets escomptés non échus) | (1 390) |

II- Rapport sur les autres obligations légales et réglementaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles, aux vérifications spécifiques prévues par la loi. A ce titre, nous avons relevé les points suivants :

1- En raison des pertes accumulées depuis quelques années dépassant la moitié du capital social et en concrétisation du plan de restructuration financière envisagé, une Assemblée Générale Extraordinaire s'est réunie le 30 juin 2008 et a décidé la continuité des activités de la société en prévoyant une réduction du capital motivée par des pertes de 29.454.768 DT par la réduction de la valeur nominale de l'action de 10 DT à 3 DT et une augmentation du capital en numéraire, non suivie d'effets, de 42.078.240 DT par émission de nouvelles actions de 3 DT chacune. Toutefois, cette décision n'a pas respecté les dispositions de l'article 388 du Code des Sociétés Commerciales qui exigent de l'Assemblée Générale Extraordinaire qui n'a pas prononcé la dissolution de la société dans l'année qui suit la constatation des pertes, de réduire le capital ou de l'augmenter pour un montant égal au moins à celui des pertes.

Par ailleurs, et bien que la société ait accusé au 31 décembre 2008 et au 31 décembre 2009 des pertes nettes respectives de 18.571.385 DT et 11.357.369 DT, aucune nouvelle Assemblée Générale Extraordinaire ne s'est réunie, en application des dispositions du même article 388 du CSC, dans les quatre mois de l'approbation des comptes des exercices 2008 et 2009, à l'effet de statuer, de nouveau, sur la question de savoir s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la société.

2- En application des dispositions de l'article 266, alinéa 1, du Code des Sociétés Commerciales, nous avons procédé à l'examen de la sincérité et la concordance avec les états financiers des informations, d'ordre comptable, données dans le rapport du Conseil d'Administration sur la gestion de l'exercice. Les informations contenues dans ce rapport n'appellent pas, de notre part, des remarques particulières.

3- En application des dispositions de l'article 266, alinéa 2, du Code des Sociétés Commerciales et de l'article 3 nouveau de la loi 94-117 du 14 novembre 1994 telle que modifiée et complétée par les textes subséquents, nous avons procédé à une évaluation générale du système de contrôle interne en vigueur au sein de votre établissement au titre de l'exercice 2010 qui a fait l'objet d'un rapport remis à la direction générale de la société.

4- En application des dispositions de l'article 19 du décret n° 2001-2728 du 20 novembre 2001 relatif aux conditions d'inscription des valeurs mobilières et aux intermédiaires agréés pour la tenue des comptes en valeurs mobilières, nous avons procédé aux vérifications nécessaires et nous n'avons pas d'observations à formuler sur la conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières émises par la STIP à la réglementation en vigueur.

Fait à Tunis, le 31 Mai 2011

Les co-commissaires aux comptes

AMC Ernst & Young

Mohamed Zinelabidine CHERIF

Financial Auditing & Consulting

Mohamed Neji HERGLI



AMC Ernst & Young
Boulevard de la terre
Centre Urbain Nord, 1003 Tunis, Tunisie
Tel: 216 70 749111 Fax: 216 70 749 045
tunisoffice@tn.ey.com



Financial Auditing & Consulting

Société inscrite au tableau de l'OECT
22 bis Avenue Mongi Slim El Menzah 5
1004 Tunis
Tél : 71 230 666 Fax : 71 234 215

SOCIETE TUNISIENNE DES INDUSTRIES DE PNEUMATIQUES SA

Rapport Spécial des co-commissaires aux comptes

Exercice clos le 31 décembre 2010

Messieurs les actionnaires de la Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques SA,

En application des dispositions des articles 200 et 475 du Code des Sociétés Commerciales, nous avons l'honneur de vous informer, ci dessous, sur les conventions et opérations visées par les textes sus indiqués.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte, in fine, dans les états financiers. Il ne nous appartient pas, en conséquence, de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues au travers de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

A- Conventions et opérations nouvellement réalisées (autres que les rémunérations des dirigeants) :

Votre conseil d'administration nous a tenus informés des conventions suivantes nouvellement autorisées et conclues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010 :

- La convention de compte courant associés de 1.200.000 DT conclue avec la société SOMACOP. Ce compte, alimenté en nature (pneus) et rémunéré au taux fixe du TMM à la date du contrat majoré de 2%, est remboursable par la SOMACOP sur les ristournes trimestrielles à raison de 50% de chaque ristourne. Le crédit effectivement accordé en 2010 s'est élevé, en définitive, à 1.200.792 DT et les intérêts facturés par la STIP, au titre de 2010, au taux révisé de 8%, ont totalisé un montant HTVA de 62.585 DT.
- La convention d'assistance informatique conclue avec la société SOMACOP Les prestations facturées, à ce titre, par la STIP ont totalisé, en 2010, la somme HTVA de 13.848 DT.

Par ailleurs, nous avons relevé, au cours de nos investigations, d'autres conventions et opérations nouvelles entrant dans le cadre des dispositions des articles ci dessus cités mais qui n'ont pas été, par omission, préalablement autorisées par le conseil d'administration de la société. Ces conventions, qui ont été postérieurement à leur conclusion, autorisées par le conseil d'administration du 17 Mai 2011, sont les suivantes :

- La convention d'assistance comptable conclue avec la société SOMACOP. Les prestations facturées, à ce titre, par la STIP ont totalisé, en 2010, la somme HTVA de 931 DT.

- La facturation d'intérêts sur les comptes courants associés débiteurs ouverts au nom de la SOMACOP et de la SMTP Amine. Les intérêts HTVA facturés, jusqu'au 31 décembre 2010, par la STIP à la SOMACOP et à la SMTP Amine ont totalisé respectivement les sommes de 58.145 DT et 151.996 DT.

B- Opérations réalisées relatives à des conventions antérieures (autres que les rémunérations des dirigeants) :

L'exécution des conventions suivantes, conclues au cours des exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010 :

- Les emprunts obtenus par la société auprès de plusieurs banques à différents taux d'intérêts. Les intérêts et les intérêts de retard supportés en 2010 au titre de ces emprunts ont totalisé respectivement 1.725.730 DT et 4.873.063 DT.
- Le détachement du personnel de la STIP chez la société SOMACOP. Les rémunérations et charges sociales ainsi facturées en 2010 à cette filiale se sont élevées à 53.197 DT.
- La location par la STIP à la société SOMACOP d'un local sis au 14, rue d'Italie, Tunis conformément au contrat de location du 26 décembre 1995. Le loyer facturé en 2010 à ce titre s'est élevé à 21.550 DT hors TVA.
- Le remboursement, par la SMTP Amine à la STIP, des frais de mission et de déplacement au Maroc. La note de frais correspondante qui a été établie par la STIP au nom de la SMTP Amine au titre de l'exercice 2010 a porté sur 49.274 DT.

C- Obligations et engagements de la société envers les dirigeants :

C.1- Les obligations et engagements pris par la STIP elle-même ou par une société qu'elle contrôle au profit de ses dirigeants tels que visés à l'article 200 (nouveau) II § 5 du code des sociétés commerciales sont constitués des rémunérations suivantes :

1- La rémunération du Président Directeur Général feu Mohamed Ezzaouia (pour la période allant du 5 février au 31 décembre 2010) qui comprend :

A- Une rémunération à la charge de la STIP comprenant :

- Des avantages à court terme, décidés par les conseils d'administration du 5 février 2010 et du 29 avril 2010, sous forme de salaires mensuels et des avantages en nature suivants :
 - Deux voitures de fonction,
 - Un quota de 1.000 litres de carburant par mois,
 - Une prise en charge des prestations téléphoniques,
 - Une prise en charge du loyer d'un appartement sis à Tunis y compris la consommation d'électricité.
- Un avantage postérieur à l'emploi constitué d'une indemnité de départ à la retraite qui a été fixé par le conseil d'administration du 11 février 2011 à 4 mois de salaire. Cet avantage impactera les comptes de l'exercice 2011.

B- Une rémunération à la charge de la filiale SOMACOP en sa qualité de PDG de cette dernière comprenant :

- Des avantages à court terme, décidés par le conseil d'administration de la filiale du 8 mars 2010 sous forme d'indemnités de représentation mensuelles.

2- La rémunération du Président Directeur Général monsieur Mohamed Hédi Dridi (pour la période allant du 1^{er} janvier au 4 février 2010) qui comprend :

A- Une rémunération à la charge de la STIP comprenant :

- Des avantages à court terme, décidés par le conseil d'administration du 11 septembre 2007, sous forme de salaires mensuels et des avantages en nature suivants :
 - Deux voitures de fonction,
 - Un quota de 1.000 litres de carburant par mois,
 - Une prise en charge des prestations téléphoniques.
- Un avantage postérieur à l'emploi constitué d'une indemnité de départ à la retraite dont le principe a été décidé par le conseil d'administration du 5 février 2010 et le montant a été fixé par le conseil d'administration du 29 avril 2010 à 4 mois de salaire.

B- Une rémunération à la charge de la filiale SOMACOP en sa qualité de PDG de cette dernière comprenant :

- Des avantages à court terme sous forme d'indemnités de représentation mensuelles.

C.2- a- Les obligations et engagements pris par la STIP elle-même au profit de ses dirigeants, tels qu'ils ressortent des états financiers de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, se présentent comme suit (en DT) :

| Eléments de la rémunération | Mohamed Ezzaouia | | Mohamed Hédi Dridi | |
|----------------------------------|-----------------------|--------------------|-----------------------|--------------------|
| | Charges de l'exercice | Passif au 31/12/10 | Charges de l'exercice | Passif au 31/12/10 |
| Avantages à court terme | 140.715 | 10.113 | 14.505 | - |
| Avantages postérieurs à l'emploi | | | 37.875 | - |
| TOTAL | 140.715 | 10.113 | 52.380 | - |

C.2- b- Les obligations et engagements pris par la société « SOMACOP » au profit des dirigeants de la STIP, tels qu'ils ressortent des états financiers de cette filiale pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, se présentent comme suit (en DT):

| Eléments de la rémunération | Mohamed Ezzaouia | | Mohamed Hédi Dridi | |
|-----------------------------|-----------------------|--------------------|-----------------------|--------------------|
| | Charges de l'exercice | Passif au 31/12/10 | Charges de l'exercice | Passif au 31/12/10 |
| Avantages à court terme | 1.500 | - | 300 | - |
| TOTAL | 1.500 | - | 300 | - |

Fait à Tunis, le 31 Mai 2011

Les commissaires aux comptes

AMC Ernst & Young

Mohamed Zinelabidine CHERIF

Financial Auditing & Consulting

Mohamed Neji HERGLI

ÉTATS FINANCIERS

Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques SA (STIP)

BILAN

(Exprimé en Dinars Tunisiens)

| | | Solde au 31 décembre | Solde au 31 décembre |
|--|---------------|-------------------------|-------------------------|
| Actifs | Notes | 2 010 | 2 009 |
| Actifs non courants | | | |
| Actifs immobilisés | | | |
| Immobilisations incorporelles | | 8 374 079 | 8 343 555 |
| - Amortissements des immobilisations incorporelles | | (6 666 741) | (6 137 804) |
| | III.1. | 1 707 338 | 2 205 751 |
| Immobilisations corporelles | | 172 646 973 | 171 252 733 |
| - Amortissements des immobilisations corporelles | | (135 960 207) | (127 214 887) |
| | III.1. | 36 686 766 | 44 037 846 |
| Immobilisations financières | | 10 671 607 | 10 597 497 |
| - Provisions sur immobilisations financières | | (5 954 280) | (5 596 860) |
| | III.2. | 4 717 327 | 5 000 637 |
| Total des actifs immobilisés | | 43 111 432 | 51 244 234 |
| Total des actifs non courants | | 43 111 432 | 51 244 234 |
| Actifs courants | | | |
| Stocks | | 35 237 230 | 31 688 598 |
| - Provisions pour dépréciation des stocks | | (871 436) | (877 788) |
| | III.3. | 34 365 794 | 30 810 809 |
| Clients et comptes rattachés | | 30 013 545 | 29 848 883 |
| - Provisions pour dépréciation des comptes clients | | (16 090 666) | (15 683 002) |
| | III.4. | 13 922 880 | 14 165 881 |
| Autres actifs courants | III.5. | 9 188 325 | 6 626 830 |
| Placements et autres actifs financiers | III.6. | 3 775 209 | 3 749 875 |
| Liquidités et équivalents de liquidités | III.7. | 10 861 682 | 7 849 886 |
| Total des actifs courants | | 72 113 889 | 63 203 282 |
| Total des actifs | | 115 225 322 | 114 447 516 |

Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques SA (STIP)

BILAN

(Exprimé en Dinars Tunisiens)

| | | Solde au 31 décembre | Solde au 31 décembre |
|--|----------------|-------------------------|-------------------------|
| Capitaux propres et passifs | Notes | 2 010 | 2 009 |
| Capitaux propres | | | |
| Capital social | | 12 623 472 | 12 623 472 |
| Réserves légales | | 2 419 912 | 2 419 912 |
| Réserves spéciales | | 2 603 050 | 2 603 050 |
| Actions propres | | (325 774) | (325 774) |
| Autres capitaux propres | | 7 785 659 | 7 823 254 |
| Résultats reportés | | (102 579 198) | (91 221 830) |
| Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice | | (77 472 879) | (66 077 915) |
| Résultat de l'exercice | | (15 169 044) | (11 357 369) |
| Total des capitaux propres | III.8. | (92 641 923) | (77 435 284) |
| Passifs | | | |
| Passifs non courants | | | |
| Emprunts et dettes assimilées | III.9. | 11 305 034 | 14 593 511 |
| Autres passifs non courants | III.10. | 844 649 | 846 982 |
| Provisions pour risques et charges | III.11. | 270 088 | 210 016 |
| Autres dettes non courantes | III.12. | - | 685 314 |
| Total des passifs non courants | | 12 419 772 | 16 335 822 |
| Passifs courants | | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | III.13. | 8 715 950 | 8 058 240 |
| Autres passifs courants | III.14. | 23 317 841 | 26 027 562 |
| Concours bancaires et autres passifs financiers | III.15. | 163 413 681 | 141 461 176 |
| Total des passifs courants | | 195 447 473 | 175 546 978 |
| Total des passifs | | 207 867 245 | 191 882 800 |
| Total des capitaux propres et des passifs | | 115 225 322 | 114 447 516 |

Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques SA (STIP)

Etat de résultat

(Exprimé en Dinars Tunisiens)

| | | Période de 12 mois close le | Période de 12 mois close le |
|---|---------|--------------------------------|--------------------------------|
| | Notes | 31/12/2010 | 31/12/2009 |
| Produits d'exploitation | | | |
| Revenus | III.16. | 101 161 466 | 93 332 832 |
| Autres produits d'exploitation | III.17. | 220 574 | 179 997 |
| Total des produits d'exploitation | | 101 382 040 | 93 512 829 |
| Charges d'exploitation | | | |
| Variation des stocks de produits finis et des encours | | (2 523 051) | 4 948 496 |
| Achats de marchandises consommés | | - | - |
| Achats d'approvisionnements consommés | III.18. | 69 177 418 | 57 115 271 |
| Charges de personnel | III.19. | 18 860 525 | 17 603 074 |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | III.20. | 13 167 074 | 9 807 170 |
| Autres charges d'exploitation | III.21. | 3 980 621 | 3 868 592 |
| Total des charges d'exploitation | | 102 662 588 | 93 342 603 |
| Résultat d'exploitation | | (1 280 548) | 170 226 |
| Charges financières nettes | III.22. | 13 822 723 | 11 388 997 |
| Autres gains ordinaires | III.23. | 11 065 | 19 573 |
| Autres pertes ordinaires | III.24. | 3 579 | 90 891 |
| Résultat des activités ordinaires avant impôt | | (15 095 785) | (11 290 089) |
| Impôt sur les sociétés | | 73 259 | 67 280 |
| Résultat des activités ordinaires après impôt | | (15 169 044) | (11 357 369) |
| Eléments extraordinaires | | - | - |
| Résultat net de l'exercice | | (15 169 044) | (11 357 369) |

Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques SA (STIP) Etat des flux de trésorerie

(Exprimé en Dinars Tunisiens)

| | Notes | Période de 12 mois close le | | Période de 12 mois close le |
|--|----------------|-----------------------------------|---|-----------------------------------|
| | | 31/12/2010 | | 31/12/2009 |
| Flux de trésorerie liés à l'exploitation | | | | |
| Résultat net | | (15 169 044) | | (11 357 369) |
| - Ajustements pour: | | | | |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | | 13 929 149 | | 10 248 486 |
| Reprises sur provisions et amortissements | | (762 075) | | (441 316) |
| Différences de change sur liquidités et équivalents | | (8 201) | | 2 112 |
| - Variations des : | | | | |
| Stocks | | (3 548 632) | | 2 055 373 |
| Créances | | (164 662) | | (2 042 225) |
| Autres actifs courants | | (2 583 176) | | (110 818) |
| Placements et autres actifs financiers | | (25 334) | | (3 030 758) |
| Fournisseurs et autres dettes | | 2 600 881 | | 4 657 531 |
| Transfert de charges | | 367 320 | | (710 942) |
| Plus value sur cession des immobilisations | | | | (10 950) |
| Moins value sur cession des immobilisations | | | - | 11 067 |
| Total des flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation | | (5 363 775) | | (729 808) |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement | | | | |
| Décassements liés de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles | | (1 463 638) | | (916 965) |
| Encaissements liés de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles | | | | 10 950 |
| Décassements liés de l'acquisition d'immobilisations financières | | (115 291) | | (44 084) |
| Encaissements liés de la cession d'immobilisations financières | | 7 286 | | - |
| Total des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement | | (1 571 643) | | (950 099) |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement | | | | |
| Encaissements provenant des emprunts | | 34 739 601 | | 26 788 319 |
| Encaissements provenant des subventions d'investissements | | | | 64 000 |
| Décaissement pour remboursement des emprunts | | (25 032 220) | | (30 041 007) |
| Total des flux de trésorerie provenant des activités de financement | | 9 707 382 | | (3 188 688) |
| Incidence de la variation des taux de change sur les liquidités et équivalents de liquidités | | 8 201 | | (2 112) |
| Variation de trésorerie | | 2 780 164 | | (4 870 707) |
| Trésorerie au début de l'exercice | | (42 196 370) | | (37 325 663) |
| Trésorerie à la clôture de l'exercice | III.25. | (39 416 206) | | (42 196 370) |

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

I. PRESENTATION DE LA SOCIETE

La STIP est une société anonyme, créée le 21 Juillet 1980. Son capital a été augmenté à plusieurs reprises pour être porté au 31 décembre 2003 à 42 078 240 DT.

A la date du 30 Juin 2008, le capital social a été réduit pour un montant de 29 454 768 DT rapportant ainsi la valeur nominale de l'action de 10 DT à 3 DT l'action. Par la même Assemblée Générale Extraordinaire, une augmentation du capital non suivie d'effet pour le montant de 42 078 240 DT (émission de 14 026 080 nouvelles actions) a été prononcée.

La société est réputée commerçante et est régie par la réglementation Tunisienne, ainsi que les dispositions de ses statuts qui prévoient comme objet principal la fabrication et la commercialisation des pneumatiques et de tout autres articles en caoutchouc manufacturé.

Suite à son acquisition de la société "SONAP", la "STIP" est devenue, à partir de juillet 1991, l'unique producteur de pneumatiques en Tunisie.

Sur le plan fiscal, la société est régie par les dispositions du droit commun et bénéficie à ce titre des avantages fiscaux relatifs à l'exportation de biens et de services.

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 12 octobre 2001, a décidé l'ouverture du capital par offre publique de vente (OPV). Cette opération a porté sur 382 529 actions représentant 10% du capital social.

II. REFERENTIEL COMPTABLE

II.1.DECLARATION DE CONFORMITE

Les états financiers ont été établis et arrêtés conformément aux dispositions du Système Comptable des Entreprises.

Les règles, méthodes et principes adoptés pour l'enregistrement des opérations courant ou à la fin de l'exercice ne comportent aucune dérogation significative par rapport à ceux prévus par les normes comptables en vigueur.

II.2.BASES DE MESURE ET PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES

La STIP a accusé une perte nette de 15 169 044 DT pour l'exercice clos au 31 décembre 2010, portant les capitaux propres arrêtés à cette date à la somme négative de 92 641 923 DT, soit 98 953 659 DT en deçà de la moitié du capital social.

Le passif exigible était, au 31 décembre 2010, supérieur de 123 333 584 DT à l'actif circulant et le passif total supérieur de 92 641 923 DT au total de l'actif.

Cette situation est due à des facteurs endogènes et surtout exogènes ayant affectés la compétitivité commerciale, la performance économique et l'équilibre financier de la société.

Dans ce contexte, la STIP a entamé un processus de recherche de solutions stratégiques visant la restructuration de la société et le rétablissement de son équilibre financier. La société a ainsi établi un plan d'assainissement financier mis à jour pour la période 2008-2011.

A ce titre, bien que la société ait établi un plan d'assainissement financier et l'a mis à jour pour la période 2008-2011, et en dehors des décisions prises par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 Juin 2008 prévoyant simultanément une réduction du capital motivée par des pertes de 29.454.768 DT par la réduction de la valeur nominale de l'action de 10 DT à 3 DT et une augmentation du capital en numéraires, non suivie d'effet, de 42.078.240 DT par émission de nouvelles actions de 3 DT chacune, la situation financière de la société n'a pas encore fait l'objet d'assainissement.

Toutefois, il y a lieu de signaler que la société a déjà obtenu des accords de principe formels des banques pour adhérer au plan de restructuration et procéder au retraitement des engagements de la STIP. La société a, également, confié, depuis le 1er juillet 2009, à une banque d'affaires, une mission d'assistance et d'accompagnement pour la réalisation de sa restructuration et privatisation par ouverture de son capital à des investisseurs stratégiques.

Le processus a été fondé sur le principe de l'indexation de l'abandon partiel des dettes bancaires à l'apport en numéraire des dits investisseurs stratégiques dans l'augmentation de capital. Un appel à manifestation d'intérêt a été lancé le 16 avril 2010 et clôturé le 28 mai 2010 suite à une prorogation des délais de réception des dossiers. Il a fait l'objet de 9 réponses. La banque d'affaires a été, aussitôt, invitée à entrer en contact avec les intéressés pour sonder leurs opinions sur l'approche appropriée à suivre et les scénarios possibles pour la concrétisation de l'opération de restructuration et de privatisation et ce, avant de discuter avec les banques concernées pour convenir du schéma à adopter pour la finalisation du processus. Ces discussions devaient précéder l'élaboration du cahier des charges relatif à l'appel d'offres dont le lancement était envisagé au titre de l'opération de restructuration financière et de privatisation de la STIP.

Suite à la révolution populaire récente, qui n'a pas eu d'impact sur les actifs de la société, le conseil d'administration de la STIP a décidé, dans sa réunion du 11 février 2011, la suspension de l'opération de privatisation. Le conseil d'administration réuni le 17 mai 2011 a, néanmoins, autorisé la Direction Générale de la société à examiner avec les banques concernées une nouvelle démarche permettant d'adapter l'approche de restructuration de la société à la situation actuelle du pays après la révolution et favorisant l'avancement dans le sens de l'amélioration des performances de la STIP et ce, dans l'attente de la solution finale dont la composante essentielle est une augmentation substantielle du capital à réaliser par des actionnaires de référence. Les grandes lignes de cette démarche consistent, d'abord, à suspendre le cours des intérêts de retard générés par les emprunts bancaires, ensuite, à consolider immédiatement une première tranche des engagements bancaires et démarrer son remboursement et, enfin, à inciter les banques à financer l'exploitation de la STIP en remboursant les autres tranches moyennant une majoration de chaque échéance des crédits de gestion d'un taux croissant avec l'engagement de chacune des banques.

D'un autre côté, le Conseil du Marché Financier a décidé de suspendre le titre STIP de la cotation à partir du 8 septembre 2010, et ce, jusqu'à la publication des informations nécessaires à la protection des investisseurs et au bon fonctionnement du marché et en particulier des informations relatives à l'opération de restructuration.

Faute de concrétisation de la restructuration financière envisagée, des doutes importants pèsent sur la continuité d'exploitation. L'application des principes comptables généralement admis dans un contexte normal de poursuite des activités concernant notamment l'évaluation des actifs et des passifs pourrait s'avérer inappropriée.

Nonobstant les incertitudes précitées, les présents états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus en matière de continuité de l'exploitation qui prévoient que la STIP sera en mesure de réaliser ses éléments d'actif et de s'acquitter de ses obligations dans le cours normal des affaires.

En conséquence, les états financiers ont été établis en adoptant le concept de capital financier et en retenant comme procédé de mesure celui du coût historique.

Les autres méthodes d'évaluation les plus significatives se résument comme suit:

Unité monétaire

Les états financiers sont établis en dinar Tunisien. Les soldes des opérations libellées en monnaie étrangère ont été convertis au cours de clôture et les gains et pertes de change ont été imputés directement au résultat conformément aux dispositions de la norme comptable n° 15.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'entrée qui comprend le prix d'achat augmenté des droits et taxes supportés et non récupérables et les frais directs tels que les commissions et courtages, les frais de transit, les frais de préparation du site, les frais de livraison, de manutentions initiales et les frais d'installation.

Les amortissements sont calculés sur les durées d'utilisations effectives de chaque immobilisation suivant le système linéaire et sur la base des taux suivants:

| Nature d'immobilisation | Taux d'amortissement |
|--|-----------------------------|
| Logiciels informatiques | 33% |
| Matériel de transport | 20% |
| Matériel informatique | 15% |
| Installations, Agencements et Aménagements des constructions | 10% |
| Matériel et outillage industriel | 10% |
| Know How | 10% |
| Mobilier et matériel de bureau | 10% |
| Fonds de commerce | 5% |
| Constructions | 5% |

La société a réévalué ses immobilisations au cours de l'exercice 1996. Cette opération a été faite sur la base des indices de réévaluation fixés par le décret 90-905 du 04 juin 1990 et a permis de dégager une réserve spéciale de réévaluation de 7 705 346 DT, inscrite parmi les capitaux propres.

Les valeurs nettes comptables des immobilisations réévaluées sont amorties linéairement aux taux suivants:

| Nature d'immobilisation | Taux |
|-------------------------------------|-------------|
| Matériels et outillages industriels | 20% |
| Constructions | 2,5% à 5% |

Stocks

Les stocks sont composés des stocks de matières premières, de matières consommables, de pièces de rechanges, de produits en cours et de produits finis.

Les stocks de matières premières, de matières consommables, de produits en cours et de produits finis sont valorisés conformément au paragraphe 43 de la norme comptable NC 04 relative aux stocks, au coût d'achat ou au coût de production déterminé sur la base de coûts standards calculés au début de l'année sur la base des prévisions budgétaires et ce dans la mesure où le coût global standard des stocks ne s'écarte pas de manière significative au coût global réel des stocks pendant la période considérée.

Le coût réel est systématiquement calculé, en fin de période, puis comparé au coût standard au titre des périodes caractérisées par des hausses inattendues des prix des matières et/ou des cours de change ou des évolutions anormales des autres coûts de production. Durant ces périodes, l'appréciation du caractère significatif ou non de l'écart résultant de la comparaison entre les deux coûts (réel et standard) détermine lequel des deux coûts servirait à la valorisation des dits stocks.

Le coût réel d'achat ou de production des stocks comprend :

- Pour les stocks de matières premières et de matières consommables, le prix d'achat, les droits de douane à l'importation et taxes non récupérables par la société, ainsi que les frais de transport, d'assurances liés au transport de réception et autres coûts directement liés à l'acquisition des éléments achetés,
- Pour les stocks d'en cours de production et de produits finis, le coût d'achat des matières consommées dans la production et une juste part des coûts directs et indirects de production pouvant être raisonnablement rattachée à la production. Lorsque le niveau réel de production est inférieur à la capacité normale de production, les frais généraux fixes de production tels que les charges d'amortissement des bâtiments et équipements industriels et les frais de gestion et d'administration de la production sont imputés au coût de production à hauteur du niveau réel de production à la capacité normale de production (la méthode de l'imputation rationnelle).

Le stock de pièces de rechange est valorisé au coût réel d'achat en utilisant la méthode du coût moyen pondéré après chaque entrée.

En matière de provision sur stock de produits finis, il est procédé comme suit:

- Pour le stock de pneus destinés à l'exportation (essentiellement agricoles) dont la valeur de réalisation nette est inférieure au coût de production ; une provision égale à la différence est constatée.
- Pour les produits finis fabriqués pour le compte de la société " Pirelli" et qui sont facturés à un prix conventionnel, une provision égale à la différence entre le prix de vente et le coût réel de production est constituée.

Emprunts

Le principal des emprunts est comptabilisé, pour la partie débloquée au passif du bilan sous la rubrique des passifs non courants. La partie à échoir dans un délai inférieur à une année est classée parmi les passifs courants.

III. Notes explicatives du bilan et de l'état de résultat

III.1. LES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Les immobilisations nettes s'élèvent au 31/12/2010 à 38 394 105 DT. Elles sont analysées au niveau du tableau suivant :

| Désignation | Valeur brute au 31/12/2009 | Acquisitions | Transfert | Cessions et régularisations | Valeur brute au 31/12/2010 | Amortissements cumulés au 31/12/2009 | Dotations 2010 | Cessions et régularisations | Amortissements cumulés au 31/12/2010 | VCN au 31/12/2010 |
|--|----------------------------|------------------|------------------|-----------------------------|----------------------------|--------------------------------------|--------------------|-----------------------------|--------------------------------------|-------------------|
| <u>Immobilisations incorporelles</u> | | | | | | | | | | |
| -Know How | 7 004 062 | - | - | - | 7 004 062 | (5 069 179) | (483 721) | - | (5 552 900) | 1 451 163 |
| -Logiciels | 576 796 | 17 262 | - | - | 594 058 | (572 872) | (7 081) | - | (579 953) | 14 105 |
| -Fonds commercial | 762 697 | - | - | - | 762 697 | (495 753) | (38 135) | - | (533 888) | 228 809 |
| -En cours | - | 13 262 | - | - | 13 262 | - | - | - | - | 13 262 |
| Sous-total (I) | 8 343 555 | 30 524 | - | - | 8 374 079 | (6 137 804) | (528 936) | - | (6 666 741) | 1 707 338 |
| <u>Immobilisations corporelles</u> | | | | | | | | | | |
| -Terrains | 1 368 098 | - | - | - | 1 368 098 | - | - | - | - | 1 368 098 |
| -Constructions | 24 892 371 | - | - | - | 24 892 371 | (13 025 489) | (847 637) | - | (13 873 127) | 11 019 244 |
| -Constructions réévaluées | 870 029 | - | - | - | 870 029 | (528 251) | (14 320) | - | (542 571) | 327 459 |
| -Agencements et aménagements des constructions | 3 084 898 | 20 913 | - | - | 3 105 811 | (2 554 357) | (191 045) | - | (2 745 402) | 360 409 |
| -Matériel & outillages industriels | 99 241 516 | 1 418 840 | - | (62 165) | 100 598 190 | (69 775 282) | (7 644 428) | 62 165 | (77 357 545) | 23 240 646 |
| -Matériel & outill. industriels réévalués | 37 625 194 | - | - | - | 37 625 194 | (37 625 194) | - | - | (37 625 194) | - |
| -Matériel de transport | 1 564 204 | - | - | - | 1 564 204 | (1 449 071) | (31 885) | - | (1 480 956) | 83 248 |
| -Matériel informatique | 1 033 984 | 23 368 | - | - | 1 057 352 | (974 218) | (20 934) | - | (995 153) | 62 199 |
| -Agencement, Aménagements & Installations | 1 052 743 | 52 146 | - | - | 1 104 889 | (910 427) | (41 483) | - | (951 910) | 152 978 |
| -Equipement de bureau | 419 238 | 1 117 | - | - | 420 356 | (372 599) | (15 751) | - | (388 351) | 32 005 |
| -En cours | 100 459 | 218 143 | (278 122) | - | 40 481 | - | - | - | - | 40 481 |
| Sous-total (II) | 171 252 733 | 1 734 527 | (278 122) | (62 165) | 172 646 973 | (127 214 887) | (8 807 485) | 62 165 | (135 960 207) | 36 686 766 |
| Total (I+II) | 179 596 288 | 1 765 051 | (278 122) | (62 165) | 181 021 052 | (133 352 691) | (9 336 421) | 62 165 | (142 626 947) | 38 394 105 |

III.2.LES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières nettes des provisions totalisent au 31/12/2010 un montant net de 4 717 327 DT contre un montant net de 5 000 637 DT au 31/12/2009. Elles se détaillent comme suit :

| Libellé | Solde au 31/12/2010 | Solde au 31/12/2009 | Variation |
|---------------------------------|------------------------|------------------------|------------------|
| Titres de participation SOMACOP | 5 596 850 | 5 596 860 | (10) |
| Titres de participation SMTP | 4 508 355 | 4 508 355 | - |
| Cautionnements | 415 572 | 307 556 | 108 016 |
| Prêts au personnel | 150 831 | 184 726 | (33 895) |
| Total valeur brute | 10 671 607 | 10 597 497 | 74 110 |
| - Provision pour dépréciation | (5 954 280) | (5 596 860) | (357 420) |
| Total valeur nette | 4 717 327 | 5 000 637 | (283 310) |

III.3.LES STOCKS

Les stocks affichent au 31/12/2010 un montant brut de 35 237 230 DT contre un montant brut de 31 688 598 DT au 31/12/2009. La provision pour dépréciation des stocks s'élève à 871 436 DT au 31/12/2010 contre 877 788 DT au 31/12/2009 soit un montant net des stocks au 31/12/2010 de 34 365 794 DT contre 30 810 809 DT au 31/12/2009. Les stocks se détaillent comme suit :

| Libellé | Solde au 31/12/2010 | Solde au 31/12/2009 | Variation |
|---|------------------------|------------------------|------------------|
| Matières premières | 13 738 712 | 12 609 071 | 1 129 642 |
| - Provisions pour dépréciation | | - | - |
| Total valeur nette des matières premières | 13 738 712 | 12 609 071 | 1 129 642 |
| Stock de produits finis | 9 834 165 | 7 681 584 | 2 152 581 |
| - Provisions pour dépréciation | (71 436) | (77 788) | 6 352 |
| Total valeur nette des produits finis | 9 762 728 | 7 603 796 | 2 158 932 |
| Stock d'en-cours de productions de biens | 3 502 759 | 3 132 289 | 370 470 |
| - Provisions pour dépréciation | | - | - |
| Total valeur nette des en-cours | 3 502 759 | 3 132 289 | 370 470 |
| Stock de pièces de rechange et autres approvisionnements. | 8 161 594 | 8 265 655 | (104 061) |
| - Provisions pour dépréciation | (800 000) | (800 000) | - |
| Total valeur nette des pièces de rechange | 7 361 594 | 7 465 655 | (104 061) |
| Total valeur nette | 34 365 794 | 30 810 809 | 3 554 984 |

III.4. LES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

Les clients et comptes rattachés affichent une valeur brute au 31/12/2010 de 30 013 545 DT contre 29 848 883 DT au 31/12/2009. La provision pour dépréciation des créances clients s'élève au 31/12/2010 à 16 090 666 DT contre 15 683 002 DT au 31/12/2009.

La valeur nette des clients et comptes rattachés s'élève ainsi à 13 922 880 DT au 31/12/2010 contre 14 165 881 DT au 31/12/2009. Cette rubrique se détaille comme suit :

| Libellé | Solde au 31/12/2010 | Solde au 31/12/2009 | Variation |
|-----------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|------------------|
| Clients locaux | 716 183 | 57 473 | 658 710 |
| Clients locaux, effets à recevoir | 832 550 | 939 905 | (107 355) |
| Clients étrangers | 12 694 471 | 13 281 412 | (586 941) |
| Clients douteux | 15 770 341 | 15 570 094 | 200 248 |
| Total valeur brute | 30 013 545 | 29 848 883 | 164 662 |
| - Provision pour dépréciation | (16 090 666) | (15 683 002) | (407 664) |
| Total valeur nette | 13 922 880 | 14 165 881 | (243 002) |

III.5. LES AUTRES ACTIFS COURANTS

La valeur nette des autres actifs courants s'élève au 31/12/2010 à 9 188 325 DT contre 6 626 830 DT au 31/12/2009. Les autres actifs courants se détaillent comme suit :

| Libellé | Solde au 31/12/2010 | Solde au 31/12/2009 | Variation |
|----------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|------------------|
| Fournisseurs débiteurs | 3 478 252 | 896 611 | 2 581 642 |
| Personnel | 157 312 | 184 954 | (27 642) |
| Etat, impôts/sociétés à reporter | 2 368 741 | 3 357 042 | (988 300) |
| Etat TVA à reporter | 282 253 | 22 578 | 259 675 |
| Etat TVA récupérable | 46 881 | 621 027 | (574 146) |
| Etat TFP à reporter | 469 042 | 326 463 | 142 579 |
| Etat, avance en douanes | 227 930 | 199 865 | 28 065 |
| Etat Rappel d'Impôts | 364 315 | 364 315 | - |
| Sociétés de groupe | 2 239 858 | 1 044 872 | 1 194 985 |
| Charges constatées d'avances | 240 772 | 240 559 | 213 |
| Total valeur brute | 9 875 358 | 7 258 287 | 2 617 071 |
| - Provision pour dépréciation | (687 033) | (631 457) | (55 576) |
| Total valeur nette | 9 188 325 | 6 626 830 | 2 561 495 |

III.6. PLACEMENTS ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS

Les placements et autres actifs financiers s'élèvent au 31/12/2010 à 3 775 209 DT contre 3 749 875 DT au 31/12/2009. Ils se détaillent ainsi :

| Libellé | Solde au 31/12/2010 | Solde au 31/12/2009 | Variation |
|---|--------------------------------|--------------------------------|------------------|
| Régies d'avance & accredit.supérieur à 3 mois | 3 926 699 | 3 749 875 | 176 825 |
| Provision sur régies d'avance supérieure à 3 mois | (151 490) | - | (151 490) |
| Total | 3 775 209 | 3 749 875 | 25 335 |

III.7.LES LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES

Les liquidités et équivalents de liquidités s'élèvent au 31/12/2010 à 10 861 682 DT contre 7 849 886 DT au 31/12/2009. Elles se détaillent ainsi :

| Libellé | Solde au 31/12/2010 | Solde au 31/12/2009 | Variation |
|-------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|------------------|
| Banques | 304 391 | 395 936 | (91 545) |
| Caisses | 16 288 | 10 221 | 6 066 |
| Virement interne | 2 282 | - | 2 282 |
| Chèques à L'Encaissement | 4 959 797 | 5 205 580 | (245 783) |
| Effets à L'Encaissement | 42 247 | - | 42 247 |
| Effets à L'Escompte | 497 660 | 857 369 | (359 709) |
| Régies d'avance & accreditifs | 5 039 017 | 1 380 780 | 3 658 237 |
| Total | 10 861 682 | 7 849 886 | 3 011 795 |

III.8.LES CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres sont passés de (77 435 284) DT au 31/12/2009 à (92 641 923) DT au 31/12/2010.

Cette variation est détaillée au niveau du tableau de variation des capitaux propres qui suit :

| Désignation | Capital social | Réserve légale | Réserve spéciale d'investissement | Réserve spéciale | Actions propres | Autres capitaux propres | Résultats reportés | Amortissements différés | Résultat de l'exercice | Total |
|--|-------------------|------------------|-----------------------------------|------------------|------------------|-------------------------|---------------------|-------------------------|------------------------|---------------------|
| Solde au 31/12/2009 | 12 623 472 | 2 419 912 | 1 903 050 | 700 000 | (325 774) | 7 823 254 | (31 680 905) | (59 540 925) | (11 357 369) | (77 435 284) |
| <i>Affectation de résultat de l'exercice 2009 suivant la décision de l'AGO du 23/06/2010</i> | | | | | | | (1 296 560) | (10 060 809) | 11 357 369 | - |
| <i>Subventions d'investissements - Quote part de l'exercice</i> | | | | | | (37 595) | | | | - (37 595) |
| <i>Résultat net de l'exercice clos le 31/12/2010</i> | | | | | | | | | (15 169 044) | (15 169 044) |
| Solde au 31/12/2010 | 12 623 472 | 2 419 912 | 1 903 050 | 700 000 | (325 774) | 7 785 659 | (32 977 465) | (69 601 734) | (15 169 044) | (92 641 923) |

III.9.LES EMPRUNTS

Les emprunts à plus d'un an affichent au 31/12/2010 un solde de 11 305 034 DT contre un solde de 14 593 511 DT au 31/12/2009 et sont détaillés ainsi :

| Bailleurs de fonds | durée | franch | taux | Crédit initial | Solde au 31/12/2009 | | | | 2 010 | | Solde au 31/12/2010 | | | |
|-------------------------------------|---------|--------|----------|----------------|---------------------|------------------|-------------------|-------------------|---------------|-------------------|---------------------|------------------|-------------------|-------------------|
| | | | | | à + d'un an | à - d'un an | échus impayés | Total | Rembts | Reclasts | à + d'un an | à - d'un an | échus impayés | Total |
| UBCI crédit 1 269 888 DT | 7 ans | 2 ans | 4,00000% | 4 210 656 | 90 706 | 181 413 | - | 272 119 | 181 413 | 90 706 | - | 90 706 | - | 90 706 |
| UBCI crédit 672 555,288 DT | 7 ans | 2 ans | 4,00000% | " | 48 040 | 96 079 | - | 144 119 | 96 079 | 48 040 | - | 48 040 | - | 48 040 |
| UBCI Crédit 1 474 524 DT | 7 ans | 2 ans | 4,00000% | " | 105 323 | 210 646 | - | 315 969 | 210 646 | 105 323 | - | 105 323 | 105 323 | 210 646 |
| UBCI Crédit 793 688,913 DT | 7 ans | | 4,00000% | " | 56 692 | 113 384 | - | 170 076 | 113 384 | 56 692 | - | 56 692 | - | 56 692 |
| | | | | | | | | | - | | | | | |
| STB Crédit : 2.063.027,120DT | 15 ans | 3 ans | 9,22000% | 14 000 000 | 1 117 473 | 171 919 | 773 635 | 2 063 027 | 945 554 | 171 919 | 945 554 | 171 919 | 945 554 | 2 063 027 |
| STB Crédit : 2.372 171.477DT | 15 ans | 3 ans | 9,22000% | " | 1 334 346 | 197 681 | 840 144 | 2 372 171 | 1 037 825 | 197 681 | 1 136 666 | 197 681 | 1 037 825 | 2 372 171 |
| STB Crédit : 3.358.906,778DT | 15 ans | 3 ans | 9,22000% | " | 1 819 408 | 279 909 | 1 259 590 | 3 358 907 | 1 539 499 | 279 909 | 1 539 499 | 279 909 | 1 539 499 | 3 358 907 |
| STB Crédit : 1 205 894,625DT | 15 ans | 2 ans | 9,22000% | " | 703 439 | 100 491 | 401 965 | 1 205 895 | 502 456 | 100 491 | 602 947 | 100 491 | 502 456 | 1 205 895 |
| STB Crédit : 2.372 546.236DT | 15 ans | 2 ans | 9,29300% | " | 1 277 525 | 182 504 | 866 892 | 2 326 920 | 1 049 395 | 182 504 | 1 095 021 | 182 504 | 1 049 395 | 2 326 920 |
| STB Crédit : 2.627 453.764DT | 15 ans | 2 ans | 9,29300% | " | 1 414 783 | 202 112 | 960 031 | 2 576 926 | 1 162 143 | 202 112 | 1 212 671 | 202 112 | 1 162 143 | 2 576 926 |
| STB Crédit : 5.000 000DT | 7 ans | - | 7,31250% | 5 000 000 | - | 357 143 | 3 571 429 | 3 928 571 | 3 928 571 | - | - | - | 3 928 571 | 3 928 571 |
| | | | | | | | | | - | | | | | |
| ATTIJARI Bq Crédit 2 000 000 DT | 7 ans | 2 ans | 6,93750% | 2 000 000 | - | - | 1 090 462 | 1 090 462 | 1 090 462 | - | - | - | 1 090 462 | 1 090 462 |
| | | | | | | | | | - | | | | | |
| Amen Bank Credit 2 200 000DT | 12 ans | 2 ans | 6,90625% | 7 000 000 | 1 099 500 | 223 000 | 729 500 | 2 052 000 | 952 500 | 242 000 | 857 500 | 242 000 | 952 500 | 2 052 000 |
| Amen Bank Credit 800 000 DT | 12 ans | 2 ans | 6,90625% | " | 399 750 | 81 000 | 265 250 | 746 000 | 346 250 | 88 000 | 311 750 | 88 000 | 346 250 | 746 000 |
| Amen bank crédit 4 000.000DT | 10 ans | 2 ans | 7,00000% | " | 2 205 000 | 389 250 | 1 272 500 | 3 866 750 | 1 661 750 | 422 500 | 1 782 500 | 422 500 | 1 661 750 | 3 866 750 |
| AMEN BANK : 1 200 000DT | 3 ans | | 7,00000% | 1 200 000 | - | - | 1 200 000 | 1 200 000 | 1 200 000 | - | - | - | 1 200 000 | 1 200 000 |
| | | | | | | | | | - | | | | | |
| BFT Crédit : 3 000 000DT | 7 ans | 2 ans | 6,90625% | 3 000 000 | - | - | 3 000 000 | 3 000 000 | 3 000 000 | - | - | - | 3 000 000 | 3 000 000 |
| | | | | | | | | | - | | | | | |
| UIB Crédit réaménagé : 3 555 000 DT | 6 ans | | 6,00000% | 4 000 000 | 323 160 | 646 320 | 2 585 520 | 3 555 000 | 3 231 840 | 323 160 | - | 323 160 | 3 231 840 | 3 555 000 |
| UIB Crédit réaménagé :445 000 DT | 2,5 ans | | 7,00000% | " | - | - | 445 000 | 445 000 | 445 000 | - | - | - | 445 000 | 445 000 |
| | | | | | | | | | - | | | | | |
| BTK Crédit 6 000 000 DT | 12 ans | 2 ans | 7,93750% | 6 000 000 | 1 950 000 | 600 000 | 2 400 000 | 4 950 000 | 3 000 000 | 600 000 | 1 350 000 | 600 000 | 3 000 000 | 4 950 000 |
| BTK Crédit réaménagé 1 050 000D | | | 7,00000% | 1 050 000 | 474 000 | 144 000 | 432 000 | 1 050 000 | 576 000 | 144 000 | 330 000 | 144 000 | 576 000 | 1 050 000 |
| | | | | | | | | | - | | | | | |
| BNA Crédit 8 424 000 DT | 7 ans | 2 ans | 6,90625% | 10 000 000 | - | - | 8 424 000 | 8 424 000 | 8 424 000 | - | - | - | 8 424 000 | 8 424 000 |
| BNA Crédit 1 576 000 DT | 7 ans | | 6,00000% | " | - | 236 400 | 1 339 600 | 1 576 000 | 1 576 000 | - | - | - | 1 576 000 | 1 576 000 |
| BNA Crédit 4410000DT | 18M | | 8,00000% | 4 410 000 | - | - | 3 589 365 | 3 589 365 | 3 589 365 | - | - | - | 3 589 365 | 3 589 365 |
| | | | | | | | | | - | | | | | |
| BIAT 2 500 000 DT | 7 ans | 2 ans | 7,00000% | 2 500 000 | - | 476 190 | 2 023 810 | 2 500 000 | 2 500 000 | - | - | - | 2 500 000 | 2 500 000 |
| | | | | | | | | | - | | | | | |
| BH Crédit 247 000 DT | 10 ans | | 8,20000% | 247 000 | 174 366 | 30 833 | - | 205 199 | 30 833 | 33 440 | 140 926 | 33 440 | 7 944 | 182 310 |
| Total | | | | | 14 593 511 | 4 920 274 | 37 470 692 | 56 984 477 | 42 390 | 42 390 966 | 11 305 034 | 3 288 477 | 41 871 879 | 56 465 389 |

III.10.LES AUTRES PASSIFS NON COURANTS

Les autres passifs non courants s'élevant au 31/12/2010 à 844 649 DT contre 846 982 DT au 31/12/2009. Il s'agit à hauteur de 844 649 DT d'une avance accordée par l'Etat Tunisien depuis les premières années d'activité de la " STIP ", et qui provient d'un don Italien.

| Libellé | Solde au 31/12/2010 | Solde au 31/12/2009 | Variation |
|--------------------------|--------------------------------|--------------------------------|------------------|
| Emp-dette Assor C.P Etat | 844 649 | 844 649 | - |
| Depots & Caut. Recus | - | 2 332 | (2 332) |
| Total | 844 649 | 846 982 | (2 332) |

III.11.LES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges s'élèvent au 31/12/2010 à 270 088 DT contre 210 016 DT au 31/12/2009.

III.12.AUTRES DETTES NON COURANTES

Les autres dettes non courantes accusent un solde nul au 31/12/2010 contre 685 314 DT au 31/12/2009.

Elles se détaillent comme suit :

| Libellé | Solde au 31/12/2010 | Solde au 31/12/2009 | Variation |
|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|------------------|
| Dettes CNSS à plus d'un an | - | 551 725 | (551 725) |
| Dettes fiscales à plus d'un an | - | 133 589 | (133 589) |
| Total | - | 685 314 | (685 314) |

La STIP a bénéficié d'un échéancier s'étalant sur cinq ans pour le remboursement de sa dette vis à vis de la CNSS d'un montant de 4 498 530 DT; ainsi que d'un échéancier de même durée vis à vis du Trésor en application de la loi n° 25/2006 du 15/06/2006 relative à l'amnistie fiscale pour 2 671 780 DT.

Les dernières échéances se terminent au cours de l'exercice 2011.

III.13.LES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

Le solde des fournisseurs et comptes rattachés s'élève à 8 715 950 DT au 31/12/2010 contre 8 058 240 DT au 31/12/2009. Cette rubrique se détaille comme suit :

| Libellé | Solde au 31/12/2010 | Solde au 31/12/2009 | Variation |
|---|------------------------|------------------------|----------------|
| <i>Fournisseurs d'exploitation</i> | | | |
| Fournisseurs locaux | 2 846 508 | 3 223 379 | (376 871) |
| Fournisseurs étrangers | 919 618 | 869 940 | 49 678 |
| Fournisseurs locaux, retenus de garantie | 383 | 1 541 | (1 158) |
| Fournisseurs, factures non parvenues | 4 525 212 | 3 582 442 | 942 770 |
| Fournisseurs locaux, effets à payer | 37 607 | 17 607 | 20 000 |
| Total des fournisseurs d'exploitation | 8 329 328 | 7 694 909 | 634 419 |
| <i>Fournisseurs d'immobilisations</i> | | | |
| Fournisseurs locaux | 116 472 | 116 472 | - |
| Fournisseurs étrangers | 25 555 | 2 264 | 23 291 |
| Fournisseurs locaux, retenues de garantie | 244 595 | 244 595 | - |
| Total des fournisseurs d'immobilisations | 386 622 | 363 331 | 23 291 |
| Total | 8 715 950 | 8 058 240 | 657 710 |

III.14.LES AUTRES PASSIFS COURANTS

Le total des autres passifs courants s'élève au 31/12/2010 à 23 317 841 DT contre 26 027 562 DT au 31/12/2009 et se détaille comme suit :

| Libellé | Solde au 31/12/2010 | Solde au 31/12/2009 | Variation |
|---|------------------------|------------------------|--------------------|
| Clients R.R.R. à accorder | 9 253 719 | 8 663 495 | 590 224 |
| Ristournes à rembourser à MAAP | 902 177 | 902 177 | - |
| Fonds social | 1 347 602 | 1 771 220 | (423 618) |
| Personnel | 1 953 774 | 1 816 905 | 136 870 |
| Etat, impôts et taxes | 2 712 334 | 6 479 425 | (3 767 090) |
| Associés, dividendes à payer | 953 569 | 1 067 622 | (114 053) |
| Caisse Nationale de sécurité sociale | 2 171 378 | 2 477 208 | (305 831) |
| Tantièmes | 94 462 | 94 462 | - |
| Jetons de présence | 157 015 | 165 015 | (8 000) |
| Produits constatés d'avance | 919 473 | 2 542 425 | (1 622 952) |
| Autres passifs courants | 132 | 185 | (53) |
| Sous total 1 | 20 465 635 | 25 980 138 | (5 514 503) |
| Provision courante pour risques & charges | 2 852 206 | 47 424 | 2 804 782 |
| Total | 23 317 841 | 26 027 562 | (2 709 721) |

III.15.LES CONCOURS BANCAIRES ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS

Les concours bancaires et autres passifs financiers s'élèvent au 31/12/2010 à 163 413 681 DT contre 141 461 176 DT au 31/12/2009. Ils se détaillent comme suit :

| Libellé | Solde au 31/12/2010 | Solde au 31/12/2009 | Variation |
|--|--------------------------------|--------------------------------|-------------------|
| Échéances à moins d'un an sur emprunts | 3 288 477 | 4 920 274 | (1 631 797) |
| Échéances impayées | 41 871 878 | 37 470 692 | 4 401 186 |
| Emprunts courants | 42 941 522 | 30 829 967 | 12 111 555 |
| Intérêts courus | 24 882 426 | 18 193 985 | 6 688 441 |
| Banques | 50 429 378 | 50 046 257 | 383 121 |
| Total | 163 413 681 | 141 461 176 | 21 952 506 |

III.16.LES REVENUS

Les revenus réalisés au cours de 2010 s'élèvent à 101 161 466 DT contre 93 332 832 DT réalisés au cours de 2009.

Les revenus se détaillent comme suit :

| Libellé | Exercice de 12 mois clos au | | |
|---|------------------------------------|-------------------|------------------|
| | 31/12/2010 | 31/12/2009 | Variation |
| Ventes locales | | | |
| Ventes locales de produits finis Msaken | 58 547 970 | 40 390 731 | 18 157 239 |
| Ventes locales de produits finis "All-steell" | | 10 291 381 | (10 291 381) |
| Ventes locales de produits finis MI Bourguiba | 8 262 830 | 10 302 888 | (2 040 058) |
| Ventes de produits intermédiaires | 412 857 | 439 382 | (26 525) |
| Ristournes sur ventes | (5 371 519) | (4 934 166) | (437 354) |
| Total des ventes locales | 61 852 138 | 56 490 216 | 5 361 922 |
| Ventes à l'export | | | |
| Exportation de produits finis Msaken | 20 898 303 | 19 891 303 | 1 007 000 |
| Exportation de produits finis "All-steell" | 17 725 006 | 14 935 946 | 2 789 060 |
| Exportation de produits finis MI Bourguiba | 1 609 303 | 1 034 691 | 574 612 |
| Exportation de produits finis Pirelli U2 | 33 568 | 1 337 465 | (1 303 897) |
| Exportation de services | | 29 449 | (29 449) |
| Ristournes sur ventes accordées | (956 852) | (386 238) | (570 614) |
| Total des ventes à l'export | 39 309 328 | 36 842 616 | 2 466 712 |
| Total | 101 161 466 | 93 332 832 | 7 828 634 |

III.17.LES AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

Les autres produits d'exploitation réalisés au cours de 2010 s'élèvent à 220 574 DT contre 179 997 DT réalisés au cours de 2009.

Ils se détaillent ainsi :

| Libellé | Exercice de 12 mois clos au | | |
|--|-----------------------------|----------------|---------------|
| | 31/12/2010 | 31/12/2009 | Variation |
| Revenus des immeubles | 45 550 | 20 524 | 25 026 |
| Ventes des déchets | 102 094 | 99 589 | 2 504 |
| Quote part Subvention d'investissement | 37 595 | 47 729 | (10 133) |
| Autres produits | 31 620 | 8 538 | 23 082 |
| Jetons de présence perçues | 3 716 | 3 618 | 98 |
| Total | 220 574 | 179 997 | 40 577 |

III.18.LES ACHATS D'APPROVISIONNEMENTS CONSOMMES

Les achats d'approvisionnement consommés encourus en 2010 s'élèvent à 69 177 418 DT contre 57 115 271 DT encourus en 2009. Ils se détaillent comme suit :

| Libellé | Exercice de 12 mois clos au | | |
|---|-----------------------------|-------------------|-------------------|
| | 31/12/2010 | 31/12/2009 | Variation |
| Achats d'approvisionnements | 58 272 856 | 51 096 413 | 7 176 443 |
| Variation de stocks des autres approvisionnements | (209 016) | (4 455 348) | 4 246 333 |
| Total 1 | 58 063 840 | 46 641 065 | 11 422 775 |
| Achats de fournitures et matières consommables | 6 376 767 | 7 180 439 | (803 673) |
| Variation de stocks matières premières et fournitures | 104 061 | (1 211 739) | 1 315 800 |
| Total 2 | 6 480 827 | 5 968 700 | 512 127 |
| Achats non stockés | 4 632 750 | 4 505 505 | 127 245 |
| Total | 69 177 418 | 57 115 271 | 12 062 148 |

III.19.LES CHARGES DE PERSONNEL

Les charges de personnel encourues en 2010 s'élèvent à 18 860 525 DT contre 17 603 074 DT encourues en 2009. Elles se détaillent comme suit :

| Libellé | Exercice de 12 mois clos au | | |
|-------------------------|-----------------------------|-------------------|------------------|
| | 31/12/2010 | 31/12/2009 | Variation |
| Salaires | 14 776 120 | 13 847 082 | 929 039 |
| Charges sociales | 3 641 976 | 3 360 109 | 281 867 |
| Autres charges sociales | 356 648 | 349 186 | 7 461 |
| Fonds social | 85 781 | 46 697 | 39 084 |
| Total | 18 860 525 | 17 603 074 | 1 257 451 |

III.20.LES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS

Les dotations aux amortissements et aux provisions de 2010 s'élèvent à 13 167 074 DT contre 9 807 170 DT encourues en 2009. Elles se détaillent comme suit :

| Libellé | Exercice de 12 mois clos au | | |
|--|-----------------------------|------------------|------------------|
| | 31/12/2010 | 31/12/2009 | Variation |
| Dotations aux amortissements des immobilisations | 9 336 421 | 10 098 944 | (762 522) |
| Provisions pour dépréciation des stocks | 71 436 | - | 71 436 |
| Provisions pour dépréciation des clients | 686 833 | 144 407 | 542 426 |
| Provisions pour dépréciation des titres de participation | 833 974 | - | 833 974 |
| Provisions pour dépréciation des autres actifs courants | 207 066 | 5 135 | 201 931 |
| Dotations aux provisions pour risques et charges | 2 864 855 | | 2 864 855 |
| - Reprise sur provision pour dépréciation des stocks | (77 788) | (103 828) | 26 040 |
| - Reprise sur provision pour dépréciation des créances | (279 169) | (222 563) | (56 606) |
| - Reprise sur provision pour risques et charges | - | (114 924) | 114 924 |
| -Reprise sur provision sur titres de participation | (476 554) | - | (476 554) |
| Total | 13 167 074 | 9 807 170 | 3 359 904 |

III.21.LES AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Les autres charges d'exploitation encourues en 2010 s'élèvent à 3 980 621 DT contre 3 868 592 DT encourues en 2009. Elles se détaillent comme suit :

| Libellé | Exercice de 12 mois clos au | | |
|---|-----------------------------|------------------|----------------|
| | 31/12/2010 | 31/12/2009 | Variation |
| Primes d'assurances | 926 845 | 808 486 | 118 359 |
| Frais et commissions bancaires | 685 414 | 794 642 | (109 228) |
| Entretien et réparation | 617 360 | 626 772 | (9 412) |
| Frais de transport sur ventes | 324 680 | 353 768 | (29 088) |
| Impôt et taxes | 308 341 | 327 953 | (19 612) |
| Relations publiques | 307 767 | 182 635 | 125 132 |
| Rémunération d'intermédiaires et honoraires | 306 822 | 327 673 | (20 851) |
| Gardiennage | 205 184 | 158 507 | 46 677 |
| Frais postaux et de télécommunication | 114 442 | 80 049 | 34 393 |
| Location et charges locatives | 100 067 | 71 993 | 28 074 |
| Missions et réceptions | 72 007 | 76 231 | (4 224) |
| Charges diverses ordinaires* | 11 693 | 59 883 | (48 190) |
| Total | 3 980 621 | 3 868 592 | 112 029 |

* Les charges diverses ordinaires se détaillent comme suit :

| Libellé | Exercice de 12 mois clos au | | |
|------------------------------------|-----------------------------|---------------|-----------------|
| | 31/12/2010 | 31/12/2009 | Variation |
| Jetons de présence | 30 000 | 30 000 | - |
| Autres charges diverses ordinaires | (18 307) | 29 883 | (48 190) |
| Total | 11 693 | 59 883 | (48 190) |

III.22.LES CHARGES FINANCIERES NETTES

Les charges financières nettes encourues en 2010 s'élèvent à 13 822 723 DT contre 11 388 997 DT encourues en 2009. Elles se détaillent comme suit :

| Libellé | Exercice de 12 mois clos au | | |
|--|-----------------------------|-------------------|------------------|
| | 31/12/2010 | 31/12/2009 | Variation |
| Intérêts sur crédits d'exploitation | 734 576 | 758 958 | (24 381) |
| Intérêts de retard de paiement | 4 873 063 | 2 779 102 | 2 093 961 |
| Intérêts sur emprunts | 1 725 730 | 1 831 760 | (106 030) |
| Intérêts des comptes courants | 4 261 232 | 4 105 340 | 155 892 |
| Intérêts sur escomptes des effets recevoir | 474 425 | 558 247 | (83 822) |
| Intérêts sur crédits financement des stocks | 59 666 | 50 421 | 9 245 |
| Intérêts sur financement des exportations | 894 437 | 831 491 | 62 945 |
| Autres intérêts et pénalités | 266 125 | 469 165 | (203 040) |
| Intérêts créditeurs des comptes courants bancaires | (284 828) | 16 841 | (301 669) |
| Escompte obtenu | | (480) | 480 |
| Pertes et gains de Change réalisés | 565 079 | 476 944 | 88 136 |
| Pertes et gains de Change non réalisés | 253 217 | (488 791) | 742 009 |
| Total | 13 822 723 | 11 388 997 | 2 433 727 |

III.23.AUTRES GAINS ORDINAIRES

Les autres gains ordinaires réalisés au cours de 2010 s'élèvent à 11 065 DT contre 19 573 DT en 2009. Ils se détaillent comme suit :

| Libellé | Exercice de 12 mois clos au | | |
|--|-----------------------------|---------------|----------------|
| | 31/12/2010 | 31/12/2009 | Variation |
| Produits nets sur cessions d'immobilisations | - | 10 950 | (10 950) |
| Autres gains ordinaires | 11 065 | 8 623 | 2 442 |
| Total | 11 065 | 19 573 | (8 508) |

III.24. AUTRES PERTES ORDINAIRES

Les autres pertes ordinaires encourues en 2010 s'élèvent à 3 579 DT contre 90 891 DT encourues en 2009. Elles se détaillent comme suit :

| Libellé | Exercice de 12 mois clos au | | |
|--|-----------------------------|---------------|-----------------|
| | 31/12/2010 | 31/12/2009 | Variation |
| Charges nettes sur sorties d'immobilisations | - | 11 067 | (11 067) |
| Autres pertes sur éléments non récurrents ou exceptionnels | 3 579 | 79 824 | (76 245) |
| Total | 3 579 | 90 891 | (87 312) |

III.25. TRESORERIE DE DEBUT ET DE FIN DE PERIODE

La trésorerie à la clôture de l'exercice 2010 s'élève à (39 416 206) DT contre (42 196 370) DT en 2009 et se détaille comme suit :

| Libellé | Solde au 31/12/2010 | Solde au 31/12/2009 | Variation |
|-------------------------------|------------------------|------------------------|------------------|
| Banques | 304 391 | 395 936 | (91 545) |
| Caisses | 16 288 | 10 221 | 6 066 |
| Virement interne | 2 282 | - | 2 282 |
| Chèques à L'Encaissement | 4 959 797 | 5 205 580 | (245 783) |
| Effets à L'Encaissement | 42 247 | - | 42 247 |
| Effets à L'Escompte | 497 660 | 857 369 | (359 709) |
| Régies d'avance & accreditifs | 5 039 017 | 1 380 780 | 3 658 237 |
| Provision sur régies d'avance | 151 490 | | |
| Banques débitrices | (50 429 378) | (50 046 257) | (383 121) |
| Total | (39 416 206) | (42 196 370) | 2 780 164 |

IV. Engagements hors bilan

1. Engagements financiers

| Type d'engagement | Valeur Totale | Tiers | Entreprise liée | Associés | Provisions |
|--|------------------|---|------------------------|------------------------|------------|
| 1- Engagements donnés | | | | | |
| <u>Garanties réelles</u> | | | | | |
| • Hypothèques | | | | | |
| Hypothèque de 1er rang et en pari passu sur la propriété sise à la zone de Ksar Saïd | | BFT, STB, Attijari B, ATB, BTK, UBCI, AMEN BANK, BNA, BIAT, UIB | BTK, STB et Attijari B | BTK, STB et Attijari B | |
| Hypothèque de 1er rang et en pari passu sur la propriété sise à Ezzaïet | | BFT, STB, Attijari B, ATB, BTK, UBCI, AMEN BANK, BNA, BIAT, UIB | BTK, STB et Attijari B | BTK, STB et Attijari B | |
| Hypothèque de 1er rang et en pari passu sur la propriété sise à Tunis (Siège social) | | Attijari B, ATB, UBCI | Attijari B | Attijari B | |
| • Nantissements | | | | | |
| Nantissement en rang utile en pari passu sur les fonds de commerce sis à Ezzaïet et à Menzel Bourguiba (Y compris les Matériels et outillages) | | BFT, STB, Attijari B, ATB, BTK, UBCI, AMEN BANK, BIAT et UIB | BTK, STB et Attijari B | BTK, STB et Attijari B | |
| <u>Effets escomptés non échus</u> | 6 338 374 | | | | |
| Total | 6 338 374 | | | | |
| 2 - Engagements reçus | | | | | |
| a) garanties personnelles | | | | | |
| • Cautions personnelles | 4 600 000 | | | | |
| Caution accordée par un client | 1 000 000 | SPG | NON | NON | |
| Caution accordée par un client | 2 000 000 | STPCI | NON | NON | |
| Caution accordée par un client | 1 200 000 | SOCOP | NON | NON | |

| Type d'engagement | Valeur Totale | Tiers | Entreprise liée | Associés | Provisions |
|--|-------------------|--------------|-----------------|----------|------------|
| Caution accordée par un client | 400 000 | Gros Pneus | NON | NON | |
| • Cautions bancaires | 200 000 | | | | |
| Caution accordée par un client | 200 000 | | | | |
| b) Garanties réelles | | | | | |
| • Hypothèques | 5 664 570 | | | | |
| Hypoyhèque sur titre foncier n° 39984 | 200 000 | JOMAA ET CIE | NON | NON | |
| Hypoyhèque sur titre foncier n° 48957 | 50 000 | JOMAA ET CIE | NON | NON | |
| Hypoyhèque sur titre foncier n° 75959 | 800 000 | JOMAA ET CIE | | | |
| Hypoyhèque sur titre foncier n° 41622+41623 | 700 000 | JOMAA ET CIE | | | |
| Hypoyhèque sur titre foncier n° 26733 | 450 350 | JOMAA ET CIE | NON | NON | |
| Hypoyhèque sur titre foncier n° 17664 | 814 220 | JOMAA ET CIE | NON | NON | |
| Hypoyhèque sur titre foncier n° 34391 | 500 000 | SOCOP | | | |
| Hypoyhèque sur titre foncier n° 19282 | 300 000 | SOCOP | | | |
| Hypoyhèque sur titre foncier n° 49059 | 150 000 | SPE | | | |
| Hypoyhèque 1er rang (Zone industrielle Charguia) | 1 700 000 | STPCM | NON | NON | |
| • Nantissements | 2 868 811 | | | | |
| Contrat de nantissement sur 4 fonds de commerce | 1 246 000 | JOMAA ET CIE | NON | NON | |
| Contrat de nantissement sur un fonds de commerce | 922 811 | JOMAA ET CIE | NON | NON | |
| Contrat de nantissement sur un fonds de commerce | 300 000 | SPE | NON | NON | |
| Contrat de nantissement sur un fonds de commerce | 400 000 | STPCM | NON | NON | |
| TOTAL | 13 333 381 | | | | |

2. Dettes garanties par des sûretés

| Postes concernés | Montant garanti * |
|------------------------------------|-------------------|
| • Emprunts d'investissement | 56 465 389 |
| AMEN BANK | 7 864 750 |
| ATB | 0 |
| BFT | 3 000 000 |
| BH | 182 310 |
| BIAT | 2 500 000 |
| BNA | 13 589 365 |
| Attijari BANK | 1 090 462 |
| BTK | 6 000 000 |
| STB | 17 832 418 |
| UBCI | 406 084 |
| UIB | 4 000 000 |

* Montants en principal

V. Eventualités

1. En application des dispositions de la loi n° 2006-25 du 15/5/2006 relative à l'amnistie fiscale, la STIP a bénéficié, au cours de l'exercice 2006, de l'abandon des pénalités de contrôle et de retard se rapportant à la dette fiscale constatée en vertu de la reconnaissance de dette du 23/4/2005 relative aux impôts et taxes dus au titre de la mise en place de la technologie Pirelli.

Cet abandon a permis à la société d'une part, d'annuler la quote-part de la dette fiscale initialement comptabilisée au titre des pénalités de contrôle pour 525 907 DT en constatant un produit d'égal montant, et d'autre part, de ne pas prendre en charge les pénalités de retard arrêtées à la date de l'abandon à 320 613 DT.

Seulement, l'abandon des pénalités prévu par la loi d'amnistie de 2006 demeure subordonné au respect du calendrier de paiement du principal de la dette s'élevant à 2 671 780 DT qui prévoit 20 échéances trimestrielles s'étendant initialement jusqu'au 31/3/2011 d'une valeur de 133 589 DT chacune dont 19 ont été déjà payées à la date de clôture de l'exercice 2010. Par ailleurs, le paiement tardif d'une échéance générera une amende de retard de 1% par mois du montant de l'échéance.

Cette situation pourrait ainsi avoir pour conséquence, en cas de non paiement d'une échéance, la déchéance de l'avantage et l'acquiescement, conformément aux dispositions de la loi n° 2006-25 du 15/5/2006 relative à l'amnistie fiscale, des pénalités abandonnées majorées des pénalités de retard.

En raison des difficultés de trésorerie que connaît la société, l'incidence finale de cette situation ne peut revêtir, qu'un caractère incertain justifiant, conformément à la norme comptable tunisienne NCT 14, de mentionner le passif éventuel qui en découle et qui est estimé au 31 décembre 2010 à la somme de 846 520 DT correspondant au risque en pénalités de contrôle et de retard se rapportant à la déchéance de l'avantages fiscal de l'abandon.

2. La relation entre la STIP et ses salariés est régie par la convention interne d'établissement de la STIP. L'article 57 de cette convention prévoit ce que tout agent partant à la retraite bénéficie d'une indemnité de départ à la retraite.

Ainsi, en vertu de cet article, la société est redevable à son personnel partant d'indemnités de départ à la retraite et par conséquent, elle encourt à ce sujet un passif éventuel.

Toutefois, ce passif n'a pas pu être mesuré de façon fiable puisque son estimation est tributaire de plusieurs paramètres aléatoires (taux de rotation du personnel, taux des départs anticipés à la retraite, table de mortalité, taux d'actualisation,...) et justifiait, en conséquent, qu'une information dans les notes soit fournie conformément au paragraphe 18 de la norme NC 14 relative aux éventualités et aux événements postérieurs à la date de clôture.

3. Dans le cadre de la privatisation de la société par ouverture de son capital à des investisseurs stratégiques tel que indiqué à la note II.2, la confrontation entre les engagements comptabilisés par la STIP jusqu'au 30 Juin 2010 et ceux confirmés par certaines banques, préalablement au lancement de l'appel à manifestation d'intérêt, a permis de relever que ceux comptabilisés sont en deçà de ceux inscrits sur les livres des banques à hauteur des montants suivants :

| Nature des engagements | Montant en MDT |
|--|-----------------------|
| Intérêts conventionnels et de retard impayés sur crédits à LT | 339 |
| Intérêts impayés sur préfinancement export et financement des stocks | (45) |
| Engagements par signature (y compris les effets escomptés non échus) | (1 390) |

VI. Informations sur les parties liées

A- Transactions avec les parties liées

Au 31/12/2010, les transactions avec les parties liées réalisées par la STIP se détaillent comme suit :

a) Transactions avec la SMTP

- Des ventes réalisées au cours de l'exercice 2010 à la SMTP Amine pour un montant de 11 099 369 DT. La créance de la STIP envers la SMTP Amine s'élève à la date du 31/12/2010 à 74 827 758 MAD, soit 12 727 453 DT (convertie au cours de clôture) ;
- Le montant des ristournes à accorder à la SMTP Amine s'élève au 31/12/2010 à 30 352 159 MAD, soit 5 162 599 DT (converti au cours de clôture) ;
- Le remboursement, par la SMTP Amine à la STIP, des frais de mission et de déplacement au Maroc. La note de frais correspondante qui a été établie par la STIP au nom de la SMTP Amine au titre de l'exercice 2010 a porté sur 49 274 DT ;
- La facturation pour SMTP des intérêts sur comptes courants associés relatifs aux exercices 2008, 2009 et 2010 de 151 996 DT;
- La créance envers la SMTP Amine en raison des refacturations des frais de mission et de déplacement au Maroc ainsi qu'au titre des intérêts sur compte courants associés s'élève au 31/12/2010 à 5 419 017 MAD soit 921 721 DT (convertie au cours de clôture) ;

b) Transactions avec la SOMACOP

- Des ventes réalisées au cours de l'exercice 2010 à la société SOMACOP pour un montant HT de 8 755 918 DT. La créance de la STIP envers la société SOMACOP s'élève à la date du 31/12/2010, compte tenu des chèques à encaisser, à la somme de 1 094 858 DT provisionnée à hauteur de 1 390 957 DT.
- Le montant des ristournes à accorder à la SOMACOP s'élève au 31/12/2010 à 515 515 DT.
- La location par la STIP à la société SOMACOP d'un local sis au 14, rue d'Italie, Tunis conformément au contrat de location du 26 décembre 1995. Le loyer facturé en 2010 à ce titre s'est élevé à 21 550 DT hors TVA ;

- Le détachement du personnel de la STIP chez la société SOMACOP. Les rémunérations et charges sociales ainsi facturées en 2010 à la SOMACOP s'élève à 53 197 DT ;
- La facturation des intérêts sur comptes courants associés relatifs aux exercices 2008, 2009 et 2010 d'un montant total de 58 145 DT;
- L'octroi d'un crédit au profit de la SOMACOP d'un montant de 1 200 792 DT sous forme de pneus, rémunéré au taux révisé de 8%, et remboursé à hauteur de 50% des ristournes accordées. Les intérêts facturés au titre de ce crédit relatifs à l'exercice 2010 s'élèvent à 62 585 DT ;
- Prestations d'assistance informatique et comptable. Les montants ainsi facturés au cours de 2010 se sont élevés respectivement à 13 848 DT et 931 DT.

c) Transactions avec la SOMACOP Plus

- La location par la STIP à la SOMACOP plus d'un dépôt sis à Kssar Saiid, Tunis. Le loyer facturé en 2010 à ce titre s'est élevé à 24 000 DT HT ;
- Le détachement du personnel de la STIP chez la société SOMACOP Plus. Les rémunérations et charges sociales ainsi facturées en 2010 se sont élevées à 21 195 DT;
- La facturation d'un montant de 447 DT relatif à une prestation d'assistance comptable fournie par la STIP à la SOMACOP Plus.

B- Rémunérations des dirigeants

B1- Les obligations et engagements pris par la STIP elle-même ou par une société qu'elle contrôle au profit de ses dirigeants tels que visés à l'article 200 (nouveau) II § 5 du code des sociétés commerciales sont constitués des rémunérations suivantes :

1- La rémunération du Président Directeur Général feu Mohamed Ezzaouia (pour la période allant du 5 février au 31 décembre 2010) qui comprend :

a- Une rémunération à la charge de la STIP comprenant :

- Des avantages à court terme, décidés par les conseils d'administration du 5 février 2010 et du 29 avril 2010, sous forme de salaires mensuels et des avantages en nature suivants :
 - Deux voitures de fonction,
 - Un quota de 1.000 litres de carburant par mois,
 - Une prise en charge des prestations téléphoniques,
 - Une prise en charge du loyer d'un appartement sis à Tunis y compris la consommation d'électricité.
- Un avantage postérieur à l'emploi constitué d'une indemnité de départ à la retraite qui a été fixé par le conseil d'administration du 11 février 2011 à 4 mois de salaire. Cet avantage impactera les comptes de l'exercice 2011.

b- Une rémunération à la charge de la filiale SOMACOP en sa qualité de PDG de cette dernière comprenant :

- Des avantages à court terme, décidés par le conseil d'administration de la filiale du 8 mars 2010, sous forme d'indemnités de représentation mensuelles.

2- La rémunération du Président Directeur Général monsieur Mohamed Hédi Dridi (pour la période allant du 1^{er} janvier au 4 février 2010) qui comprend :

a- Une rémunération à la charge de la STIP comprenant :

- Des avantages à court terme, décidés par le conseil d'administration du 11 septembre 2007, sous forme de salaires mensuels et des avantages en nature suivants :
 - Deux voitures de fonction,
 - Un quota de 1.000 litres de carburant par mois,
 - Une prise en charge des prestations téléphoniques.
- Un avantage postérieur à l'emploi constitué d'une indemnité de départ à la retraite dont le principe a été décidé par le conseil d'administration du 5 février 2010 et le montant a été fixé par le conseil d'administration du 29 avril 2010 à 4 mois de salaire.

b- Une rémunération à la charge de la filiale SOMACOP en sa qualité de PDG de cette dernière comprenant :

- Des avantages à court terme sous forme d'indemnités de représentation mensuelles.

B2- a- Les obligations et engagements pris par la STIP elle-même au profit de ses dirigeants, tels qu'ils ressortent des états financiers de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, se présentent comme suit (en DT) :

| Eléments de la rémunération | Mohamed Ezzaouia | | Mohamed Hédi Dridi | |
|----------------------------------|-----------------------|--------------------|-----------------------|--------------------|
| | Charges de l'exercice | Passif au 31/12/10 | Charges de l'exercice | Passif au 31/12/10 |
| Avantages à court terme | 140.715 | 10.113 | 14.505 | 0 |
| Avantages postérieurs à l'emploi | | | 37.875 | 0 |
| TOTAL | 140.715 | 10.113 | 52.380 | 0 |

B2- b- Les obligations et engagements pris par la société « SOMACOP » au profit des dirigeants de la STIP, tels qu'ils ressortent des états financiers de cette filiale pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, se présentent comme suit (en DT):

| Eléments de la rémunération | Mohamed Ezzaouia | | Mohamed Hédi Dridi | |
|-----------------------------|-----------------------|--------------------|-----------------------|--------------------|
| | Charges de l'exercice | Passif au 31/12/10 | Charges de l'exercice | Passif au 31/12/10 |
| Avantages à court terme | 1.500 | 0 | 300 | 0 |
| TOTAL | 1.500 | 0 | 300 | 0 |

VII. Note sur les événements postérieurs

Ces états financiers ont été arrêtés et autorisés par le conseil d'administration pour la publication en date du 17/05/2011. Par conséquent, ils ne reflètent pas les événements survenus postérieurement à cette date.